



**LA COOPÉRATIVE  
DES ÉLU·E·S**

**COMMUNISTES  
RÉPUBLICAIN·E·S  
& CITOYEN·NE·S**

## **DEPUIS VINGT ANS, L'ÉTAT SE DÉSENGAGE DE NOS TERRITOIRES**

*Fermetures d'écoles et de classes, suppressions de bureaux de poste, disparition des gares de proximité, fermeture de maternités et d'urgences hospitalières, des trésoreries... Ce désengagement se fait au détriment des populations et des acteurs économiques locaux. 20 ans de désengagement = 82 milliards volés à nos territoires.*

### **Nous sommes en première ligne !**

Pendant que l'État abandonne, ce sont les élu·e·s locaux·ales qui tiennent bon. Rappelons-nous de la gestion du Covid... Face aux déserts médicaux, aux colères sociales, aux urgences climatiques, ce sont les communes qui agissent. Aujourd'hui, la situation atteint un tel degré d'absurdité que les collectivités financent même la police nationale, les hébergements d'urgence et les services décentralisés de l'État...

### **L'autonomie financière des collectivités menacée**

Suppression de la taxe d'habitation, suppression de la taxe foncière... La suppression des ressources locales entraîne une dépendance de plus en plus forte aux dotations qui sont elles-mêmes remplacées par le système d'appels à projets qui met les collectivités en concurrence et contraint les libertés politiques locales.

### **L'État déporte le coût de ses politiques et de ses défaillances !**

En décrétant seul la revalorisation du salaire des agents, les 1 607 heures, ou la hausse de la contribution à la CNRACL, sans contreparties, laissant ces nouvelles charges aux collectivités. Il va même jusqu'à les ponctionner pour renflouer ses caisses. L'effort a été de 5 milliards en 2025. 8 milliards sont envisagés pour 2026. L'État coupe les vivres, tout en renforçant la dépendance des territoires.

*Nous, élu·e·s, affirmons que notre devoir est d'assurer un service public local de qualité, au plus proche de nos concitoyen·ne·s pour l'intérêt général et non de faire les économies imposées par les choix de l'État seul.*

# POUR UN NOUVEL ACTE DE DÉCENTRALISATION PROGRESSISTE !

## **Exigeons plus de justice fiscale, plus de justice sociale !**

**Soutenons la proposition d'un impôt placher sur la fortune des ultra-riches.** Alors que l'ensemble des Français·e·s paie environ 50 % d'impôts en proportion de leurs revenus, les milliardaires n'en paient que 27 %. Ce n'est pas aux collectivités territoriales de payer pour la mauvaise gestion budgétaire de l'État.

## **211 milliards d'aides publiques distribuées sans contrepartie aux grandes entreprises**

À l'inverse, le concours de l'État aux collectivités représente 105 milliards. Les collectivités territoriales assurent 70 % de l'investissement public, leur dette ne représente que 8 % de la dette publique nationale. Pourtant, elles vont subir la moindre compensation des impôts économiques supprimés, le resserrement du FCTVA, le gel de la DGF, la baisse du fonds vert, l'augmentation de la TGAP... Les Français·e·s, comme les collectivités financent directement le capital avec la complicité des gouvernements successifs : le casse du siècle !

- ➔ Alors que seuls 1 800 foyers fiscaux seront concernés, la taxe Zucman pourrait rapporter 20 milliards d'euros par an : c'est ce qu'il faudrait au budget de l'État pour que le déficit public redescende à 3 % d'ici à cinq ans.
- ➔ Alors que près de 80 % des Français·e·s sont pour le rétablissement de l'impôt sur la fortune, garantir le fléchage d'un financement plus stable et prévisible des collectivités territoriales est une évidence, pour assurer l'existence d'un service public local fort.
- ➔ Alors que la moitié de la hausse de la dette publique découle directement des exonérations et baisses d'impôts décidées par l'État depuis 2017 !

## **Le Gouvernement ne réduit pas seulement les budgets des communes, il nuit à la démocratie**

À quelques mois des élections municipales, c'est une affaire non seulement de chiffres, mais un signal politique qui menace gravement le pacte républicain.

**La décentralisation devient non plus un partage de responsabilités publiques, mais hiérarchie de la rigueur.**

*La République ne vit pas dans les hémicycles, mais dans nos communes, nos quartiers, nos villages, à travers ceux qui s'engagent au service de l'intérêt général. Les élu·e·s locaux·ales ne demandent pas des privilèges, mais du respect, de la protection et les moyens d'agir.*